Si le gouvernement appliquait cette politique aux entreprises autochtones, il entraverait considérablement leur progrès économique. Le gouvernement pourrait-il donner aujourd'hui aux collectivités autochtones l'assurance qu'il demeure déterminé à favoriser la participation autochtone à l'économie nationale et qu'il n'imposera pas un fardeau financier accru aux entreprises autochtones?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je tiens à faire savoir au député que la politique visant à assurer que les entreprises commerciales remboursent au gouvernement les subventions qu'elles en ont obtenues est empreinte de souplesse et qu'elle tiendra compte sûrement des besoins des citoyens autochtones et de ceux de nos régions les plus pauvres, qu'elles soient situées dans le grand Nord ou qu'elles éprouvent des difficultés particulières.

Cette politique, dont le Conseil du Trésor devrait approuver les modalités au cours des prochaines semaines, comportera des dispositions en accord avec cette préoccupation.

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq): Cela a fait plaisir à entendre. Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

La propre stratégie du gouvernement concernant le développement économique des autochtones reconnaît que ces derniers continuent d'être le groupe le plus défavorisé au sein de la société canadienne et que la plupart des collectivités autochtones et de leurs membres ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour mettre sur pied même la plus petite entreprise.

Étant donné les inégalités socio-économiques persistantes auxquelles se heurtent les autochtones, le ministre acceptera-t-il d'exempter de l'application de cette mesure tous les programmes de développement économique destinés aux autochtones, dans tous les ministères? Fera-t-il ces exemptions?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je répondrai à certaines des questions que vient de soulever mon collègue.

Cette mesure prévoit clairement d'exempter toutes les subventions et contributions inférieures à 100 000 \$. Elle renferme une autre disposition aux termes de laquelle le ministre chargé d'un programme, que ce soit dans un ministère ou dans un autre, peut l'exempter des autres règles.

En ce qui concerne la flexibilité, elle est incorporée aux règlements et nous allons pouvoir, j'en suis sûr, donner satisfaction au député.

M. le Président: La parole est au député de North Island—Powell River pour poser une seule question.

Privilège

• (1500)

LES INUIT EXILÉS

M. Raymond Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre au sujet des Inuit exilés dans l'extrême Arctique, qu'on a chassés de force du nord du Québec pour les refouler à la baie Resolute et au fiord Grise. Les Inuit prétendent avoir été victimes de méfaits, de séquestration, d'esclavage, de viols et de vols.

Le gouvernement présentera-t-il des excuses officielles aux Inuit exilés dans l'extrême Arctique? Reconnaîtra-t-il le rôle que jouent les Inuit dans la protection de la souveraineté canadienne dans le Nord? Indemniserait-il ces Canadiens pour les mauvais traitements et les méfaits dont se sont rendus coupables la GRC et le gouvernement du Canada?

Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le gouvernement est très sensible aux problèmes des habitants d'Inukjuak. Dans les années 1980, par exemple, quand ils ont exprimé le désir de regagner leur terre natale, le gouvernement leur a consenti 250 000 dollars pour les aider à déménager et leur a également fourni dix habitations afin qu'ils soient logés confortablement.

Nous nous intéressons beaucoup à ce groupe de citoyens et nous continuerons de défendre leurs intérêts et de veiller à leur bien-être.

* * *

QUESTION DE PRIVILÈGE

LES PROPOS TENUS AU SUJET D'UN RÈGLEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, je soulève la question de privilège. Incapable de répondre aux éléments fondamentaux de tout raisonnement, mon collègue et leader du gouvernement à la Chambre m'a attaqué personnellement en disant que j'étais malhonnête.

M. McDermid: Qu'avez-vous dit de nous?

M. Riis: Je fais très attention, car je parle publiquement. On m'a accusé de savoir, pour avoir participé aux travaux du Bureau de régie interne, que toute personne qui fait du bruit devant le Parlement, qui manifeste, seule ou avec d'autres, avec ou sans placard, qui participe à une démonstration ou qui distribue des imprimés ou des documents peut maintenant être approchée par un poli-